Reprises presse Congrès de Tours

La France agricole

<http://www.lafranceagricole.fr/actualites/gestion-et-droit/congres-de-la-confederation-paysanne-une-loi-fonciere-discutee-en-mai-1,7,661179405.html>

Une loi foncière discutée en mai

Le 17 avril 2019, lors du congrès de la Confédération paysanne à Tours (Indre-et-Loire), le ministre de l'Agriculture a esquissé les grands axes d'une réforme foncière, tant attendue, et ses souhaits pour la nouvelle Pac.

« Nous allons lancer, dès le début du mois prochain, un projet de loi sur la question foncière, en associant tout le monde. » Didier Guillaume sera-t-il le ministre de la réforme foncière, attendue de longue date ? Devant les militants de la Confédération paysanne, il a annoncé son souhait d'inscrire dans la loi, « le zéro artificialisation des terres ».

« Les terres agricoles sont pour les agriculteurs »

Et d'ajouter « la compensation agricole ne fonctionne pas, mais nous la ferons fonctionner. Les terres agricoles sont pour les agriculteurs et non pour les investissements capitalistiques ». Cette loi foncière est un enjeu pour la transmission des exploitations et l'installation, qui reste une « priorité », pour le ministre.

Pourtant, Laurent Pinatel, porte-parole de la Confédération pour encore quelques semaines, attendait davantage sur ce sujet : « C'est un vide sidéral sur le renouvellement des générations. La moitié des paysans vont partir à la retraite dans 10-15 ans. C'est un tremblement de terre ! Il nous faut un plan d'urgence, rapidement. »

Un budget fort pour la future Pac

Le ministre de l'Agriculture s'est également exprimé sur la Pac post-2020. Il a réaffirmé sa volonté d'obtenir un budget fort, maintenu. « La France refusera de prendre dans le premier pilier pour mettre dans le deuxième. » Il a également mis en avant le verdissement du premier pilier avec l'obligation d'écoschemes (mesures écologiques volontaires et annuelles), et la simplification des 2 900 critères de paiement des aides du deuxième pilier. Enfin, il a rappelé le travail sur un système assurantiel, ce qui lui a valu d'être sifflé par la salle. Néanmoins, la majorité des participants a apprécié cet échange franc et direct.

L'effarouchement des ours

À la suite d'une question de Laurence Marandola, éleveuse en Ariège, Didier Guillaume a annoncé que l'effarouchement des ours par la louveterie se fera dès 2019, « dès avril, dès maintenant ». Une annonce applaudie par les congressistes. La feuille de route « ours », devrait être mise en place à la fin du mois.

Aude Richard

L'Humanité

La valise vide du Ministre

<https://www.humanite.fr/la-valise-vide-du-ministre-de-lagriculture-671087>

Jeudi, 18 Avril, 2019 Olivier Morin

Devant les congressistes de la Confédération paysanne, Didier Guillaume a tenté de s'adjoindre la confiance des paysans. Si quelques annonces ont été faites, ses propos ont marqué par leur indigence.

Fondettes (Indre-et-Loire), envoyé spécial.

Le ministre de l'Agriculture a répondu à l'invitation de la Confédération paysanne qui tenait son congrès au Lycée agricole de Fondettes, près de Tours (Indre-et-Loire) les 17 et 18 avril. Laurent Pinatel, le porte-parole du 3ème syndicat agricole de France, qui devrait laisser sa place à l'issue du congrès, a notamment interpellé Didier Guillaume sur la nécessité de transformer l'enseignement agricole : « Il est de votre devoir de ministre de permettre aux jeunes de se former à d'autres méthodes agricoles ». S'appuyant sur une tribune signée également par des parlementaires et des syndicalistes de l'enseignement agricole, Laurent Pinatel a rappelé la nécessité de mettre des moyens conséquents en face des ambitions affichées.

L'éleveur de la Loire a rappelé que la moitié des agriculteurs auront l'âge de partir en retraite dans 10 ans. Pour les renouveler et pour accompagner le changement de modèle, « on estime qu'il faudra un million de paysans », précise Laurent Pinatel, rappelant facétieusement au ministre : « Vous aviez d'ailleurs dit dans Marianne que l'agriculture paysanne était votre modèle ». Or, depuis fin 2018, le fonds de formation agricole Vivea ne finance plus les dispositifs « Émergence de projets », auxquels participent majoritairement de futurs chefs d'exploitation en agriculture paysanne et familiale.

De même pour l'accès au foncier, un des freins majeurs à l'installation : « Il faut avoir le courage de dire qu'il y a trop d'hectares dans certaines fermes », a lancé le syndicaliste, réclamant une loi foncière ambitieuse.

Didier Guillaume, qui a annoncé en préambule qu'« un ministre décevait toujours », a néanmoins affirmé qu'un grand chantier de changement des programmes de l'enseignement agricole allait être lancé, tout en restant muet sur les moyens réclamés par les enseignants. Il a aussi annoncé que des groupes de travail allait « co-construire » une loi foncière dans laquelle il garantit « 0 artificialisation des terres ». Sur l'installation, il a martelé très en verve qu'il fallait « taper très fort », sans rien dire des fonds Vivea qui aujourd'hui « excluent des gens des formations », souligne le syndicaliste.

Laurent Pinatel, qui a rappelé que la Confédération paysanne croyait fortement à l'intervention publique, a saisi l'actualité liée à la campagne des élections européennes pour exiger que la France porte la notion de « prix d'entrée » sur le marché européen pour sécuriser les producteurs de fruits et légumes. Il a également insisté sur la nécessité de renforcer le deuxième pilier (développement rural, verdissement) de la Politique agricole commune (Pac).

Le ministre prévoit d'être plus ferme avec la distribution... l'an prochain

Le ministre de l'Agriculture a répondu, sous le regard circonspect de l'assistance, qu'il allait agir pour que la PAC ne soit pas la variable d'ajustement du budget et qu'il refuserait que l'on prenne sur les fonds du second pilier pour renforcer le premier (aides à la production). Quant à la mesure du prix d'entrée, il dit y préférer celle de produits standards en deçà duquel on ne pourrait pas aller. « Mais pour tout cela, il nous faut une majorité », a-t-il répété, intimant le conseil à peine voilé de voter pour les listes LaRem aux prochaines élections. Quant aux résultats des États généraux de l'alimentation (EGA) censés rétablir une certaine équité dans le partage de la valeur ajoutée, il prévoit d'être plus ferme avec la distribution... l'an prochain. « Sans rien dire de la transformation », s'est indignée Véronique Marchesseau, éleveuses de vaches à viande dans le Morbihan.

Reste que si quelques annonces, comme celle de la loi foncière, ont retenu leur attention, les paysans n'ont pas été convaincus par la musette vide du ministre.

En témoigne une des questions posées par un congressiste sur les retraites agricoles. La proposition de loi portée par le député PCF André Chassaigne, relevant les pensions à 85 % du Smic, avait recueilli l'assentiment de tous les parlementaires. Elle était prête à être votée au Sénat en mars 2018 quand le gouvernement a déposé, quelques heures avant son examen, un amendement repoussant à 2020 son application, arguant des réformes à venir. Pour être sûr de faire tomber la loi, il a utilisé le « vote bloqué ».

Le ministre a eu beau jeu de prétendre que les parlementaires de la majorité étaient favorables à cette mesure, alors même que le gouvernement a tout fait pour que la loi capote.

La Nouvelle République

<https://www.lanouvellerepublique.fr/indre-et-loire/indre-et-loire-le-ministre-face-a-la-confederation-paysanne>

France 3 Val de Loire 19/20h (Le Congrès est annoncé dans les titres + reportage à partir de 3'25). Cliquer sur le journal du 17/04.

<https://france3-regions.francetvinfo.fr/centre-val-de-loire/emissions/jt-1920-centre>

Agrafil su 19 avril

Au congrès de la Conf', Guillaume timidement applaudi

Intervenant le 17 avril en clôture de la première journée du congrès de la Confédération paysanne, le ministre de l'Agriculture Didier Guillaume a été timidement applaudi, «sans apporter beaucoup de réponses», a estimé Laurent Pinatel, qui a longuement interpellé le ministre à son arrivée. Ce dernier a malgré tout donné quelques gages sur la future loi foncière (objectif de «zéro artificialisation» inscrit dans la loi), le pastoralisme («le loup n'est plus une espèce en voie de disparition») ou sur l'assurantiel pour lequel il s'est dit favorable à un système

«mutualisé inter-filière». Il n'a en revanche pas répondu aux attentes du syndicat sur la suite des États généraux de l'alimentation, sur un plafonnement des aides Pac ou la revalorisation des retraites agricoles.

- Agra Presse – semaine du 22 avril 19

POLITIQUES FRANCE

Au congrès de la Conf', Didier Guillaume timidement applaudi

La Confédération paysanne tenait son congrès à Tours les 17 et 18 avril, dernière étape avant l'élection d'un nouveau secrétariat national. Venu en clôture de la première journée, Didier Guillaume y a été fortement interpellé par la salle, notamment sur le foncier, les négociations de la future Pac ou le pastoralisme.

« **C**e que nous attendons, c'est que vous marquiez votre mandat par quelque chose de plus ambitieux que de rentrer dans la confrérie des amis du jambon de Bayonne. » Pour son dernier congrès après six ans en tant que porte-parole de la Confédération paysanne, Laurent Pinatel, n'a pas été avare de tacles contre le ministre de l'Agriculture Didier Guillaume, venu clore la première journée du congrès du syndicat le 17 avril au lycée agricole de Tours Fondettes AgroCampus. Dans une longue interpellation, en forme aussi de réquisitoire contre la lenteur d'action des différents ministres ayant usé leur maroquin durant son porte-parolat, la plupart des sujets chers à l'organisation y sont passés. La nécessité de « renforcer les moyens de la formation publique agricole » et la place de l'agroécologie dans les programmes, l'urgence « d'assurer un revenu aux paysans » après « l'échec des États généraux de l'Alimentation », la mise en place « d'une politique de transfert de main-d'œuvre vers l'agriculture » pour atteindre « le cap d'un million de paysans ».

« J'aurais pu vous parler d'agribashing »

Encaissant les piques, assis sur l'estrade face à un amphithéâtre rempli, le visage fermé mais esquissant par moments des sourires, le ministre prend des notes. « J'aurais pu vous parler d'agribashing », enchaîne Laurent Pinatel, « mais si les agriculteurs ne produisaient pas des choses qui provoquent la défiance dans la société, on n'en parlerait pas », le syndicat exigeant « une politique de transition agricole ». Sur la Pac, il a appelé le ministre à porter un plafonnement des aides ou à soutenir la mise en place « d'un prix minimum d'entrée » pour éviter les distorsions de concurrence. De même sur le foncier, sur lequel le porte-parole l'a appelé à « légiférer ». « On attend de vous que vous soyez le ministre qui encadre les montages sociétaires », a rappelé Laurent Pinatel, longuement applaudi à la fin de son intervention.

« Les ministres de l'Agriculture déçoivent souvent », a ironisé Didier Guillaume, dès le début de sa réponse. Celui-ci a malgré tout donné quelques gages sur une future loi foncière dont les discussions doivent « commencer le mois prochain », étant même applaudi en promettant que « le zéro artificialisation sera inscrit dans la loi » ou que la question de « l'installation » en serait une des priorités. Sur la Pac, « je ne sais pas si on arrivera à un prix minimum d'entrée », a-t-il indiqué, « mais on essaye de se battre pour partir sur des standards européens sur lesquels nous nous mettrions d'accord,

La Conf' demande
« une politique
de transition
agricole »

« Les ministres
de l'Agriculture
déçoivent
souvent »

et en deçà desquels interdiction de rentrer sans être taxé en Europe ». Sur le système assurantiel, que le ministre juge actuellement être « une amaque », il a semblé favorable à une « mutualisation inter-filières ».

« Le loup n'est plus une espèce en voie de disparition »

Il a également apporté des réponses sur l'enseignement agricole, pour lequel il souhaite lancer « dans les semaines qui viennent » un « grand chantier de refonte des programmes des lycées agricoles » priorisant l'agrocécologie. Ou sur le pastoralisme, sur lequel il a été interpellé par la salle. « Le loup n'est plus une espèce en voie de disparition », a-t-il estimé, se disant favorable à « laisser davantage de flexibilité dans la convention de Berne » protégeant l'espèce. Sur l'ours, « les brigades d'effarouchement se feront dès le mois d'avril », a-t-il également indiqué.

Parti sous des applaudissements timides, le ministre « n'a pas apporté beaucoup de réponses », a estimé Laurent Pinatel, à l'issue de l'échange. Le syndicat, qui devrait élire son prochain secrétariat national au mois de mai, a également voté son rapport d'orientation. Les enjeux autour du foncier et de la transmission des exploitations mais également les questions sociales (retraites agricoles, cotisants solidaires, formation des agriculteurs...) devaient être parmi ses priorités dans les deux années à venir. **RO**

EN BREF...

Sans pesticides, pas d'agriculture dans certains pays « pour l'instant », affirme D. Guillaume

Interviewé le 12 avril sur BFMTV, le ministre de l'Agriculture Didier Guillaume a expliqué sa position sur l'adoption récente d'un amendement à la loi Pacte, soutenu par le gouvernement, autorisant certaines entreprises à continuer de stocker et vendre des produits phytopharmaceutiques interdit dans l'UE mais destinés à des pays tiers. « Il y a des entreprises qui travaillent, il y a de l'économie », a d'abord estimé le ministre. « Je reviens de deux jours en Angola où nous faisons beaucoup de co-développement car nous devons faire (en sorte) que l'agriculture en Afrique soit autosuffisante. Aujourd'hui, avec ces climats [...] dans ces pays-là, s'il n'y a pas de pesticides, je suis au regret de le dire, il n'y a pas d'agriculture possible pour l'instant », a-t-il ensuite estimé. « Nous allons sortir de la dépendance aux pesticides, mais il y a encore des pays dans le monde où ce n'est pas possible immédiatement », a-t-il ensuite avancé.

Un économiste propose d'utiliser le budget de la Pac pour la protection du patrimoine

Suite à l'incendie de Notre-Dame de Paris, l'économiste Jacques Delpla (École d'économie de Toulouse) propose, dans une tribune publiée dans Les Échos le 18 avril, de renationaliser la Pac pour réaffecter son budget européen vers la protection du patrimoine. Selon lui, la Pac « n'a plus de raison d'être », car « les marchés assurent sans problème une alimentation de qualité pour l'Europe ». Et « tant que la France s'accroche au maintien de la Pac, elle n'a pas de crédibilité à demander une réforme du budget de l'UE ». L'économiste propose donc de « transférer la responsabilité de la politique agricole aux États, voire aux régions », et de réaffecter le budget européen jusqu'ici consacré à l'agriculture, vers la protection du patrimoine (normes de sécurité et d'entretien élevées).

Sur les mesures d'effarouchement des Ours annoncées par Didier Guillaume au Congrès :

L'AFP a publié une dépêche ce 24 avril, dépêche reprise par WebAgri et Pleinchamp

WebAgri : <http://www.web-agri.fr/actualite-agricole/economie-social/article/des-mesures-d-effarouchement-pour-protoger-les-troupeaux-1142-147496.html>

Pleinchamp : <https://www.pleinchamp.com/elevage/actualites/ours-dans-les-pyrenees-des-mesures-d-effarouchement-pour-protoger-les-troupeaux>

Azinat.com

<https://www.azinat.com/2019/04/congres-national-de-la-confederation-paysanne-a-tours-la-conf09-interpelle-le-ministre/>

La Dépêche

<https://www.ladepeche.fr/2019/04/18/ours-en-ariège-le-ministre-de-lagriculture-annonce-des-tirs-deffarouchement-des-ce-mois-ci,8139603.php>

<https://www.ladepeche.fr/2019/04/19/pour-eloigner-lours-des-estives-letat-va-tenter-leffarouchement,8141120.php>

La République des Pyrénées

<https://www.larepubliquedespyrenees.fr/2019/04/19/effarouchement-des-ours-les-pro-ursides-taclent-l-idee-du-ministre,2543399.php>

La Gazette ariégeoise

<https://gazette-ariegeoise.fr/ours-systeme-deffarouchement-avril-selon-ministre-de-lagriculture/>

France 3 (relayé aussi sur le site francetvinfo)

<https://france3-regions.francetvinfo.fr/occitanie/ariège/foix/pyrenees-y-aura-t-il-effarouchements-ours-mois-avril-massif-1658078.html>

Ouest France

<https://www.ouest-france.fr/sciences/animaux/ours-dans-les-pyrenees-des-mesures-d-effarouchement-pour-protoger-les-troupeaux-6320859>